

Alexandre B. Barry

Mai 2011
3-227



EITI Extractive
Industries
Transparency
Initiative

Etat des lieux de la validation du processus ITIE en Guinée

Rapport d'atelier
Boubacar Barry, Consultant
mai 2011



giz Deutsche Gesellschaft
für Internationale
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

CHL 76

I- INTRODUCTION

La République de Guinée, à l'instar des autres pays du continent, bénéficie d'un appui constant de la Coopération Allemande au Développement (GIZ) depuis des décennies pour promouvoir un développement économique et social durable au bénéfice des populations particulièrement les plus défavorisées.

C'est dans ce cadre que le Projet d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (ASRP) se propose d'apporter un appui conseil à la structure de l'initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (ITIE) en Guinée. Cette volonté de coopération et de partenariat s'inscrit en droite ligne des activités du plan d'action de la plateforme ITIE-Guinée.

Le secteur minier Guinéen qui dispose de potentialités immenses constitue un atout majeur pour la Guinée en ces périodes difficiles de mobilisation de ressources financières pour impulser des programmes de développement conséquents. Être un pays membre de l'ITIE confère des avantages intéressants sur le plan financier et sur le plan de la reconnaissance internationale.

Face aux avancées de la Guinée sur le plan de la démocratie après les élections présidentielles de décembre 2010, le conseil d'Administration de l'ITIE a officiellement levé la suspension du statut de pays candidat de l'ITIE de la Guinée au cours de sa réunion de Paris le 1^{er} mars 2011. La conséquence de cet acte salutaire est que la Guinée doit tout mettre en œuvre pour respecter les critères et les exigences de l'ITIE afin d'éviter de perdre son statut de pays candidat à l'image des autres pays comme p. ex. la Guinée Equatoriale et Sao Tomé et Príncipe.

C'est donc pour aider le pays à pouvoir être en règle avec les principes de l'ITIE que la GIZ apporte son appui-conseil au Secrétariat exécutif de l'ITIE Guinée pour bien préparer et mettre en œuvre le processus de validation ITIE.

Le présent atelier qui porte sur l'état des lieux de la validation du processus ITIE en Guinée a été organisé le Vendredi 13 mai 2011 dans la salle de séminaire du PISM à Conakry. Etaient invités à l'atelier, les membres

- du Comité de Pilotage ITIE Guinée ; et
- du Secrétariat exécutif ITIE Guinée.

L'atelier a été respectivement animé par les Experts internationaux:

- **Tim Bittiger**, Directeur Régional ITIE pour l'Afrique Francophone, Berlin, Allemagne ;
- **Christian LEMPA**, Planificateur Principal de la Gouvernance des Ressources Naturelles, GIZ, Eschborn/Frankfurt, Allemagne.

II- OBJECTIFS DE L'ATELIER

Les objectifs de l'atelier portent sur:

- la sensibilisation des membres du Comité de Pilotage (CP) sur les exigences (indicateurs dans la version précédente du guide de validation) de la validation ITIE ;
- la mise à niveau sur l'état d'avancement de la mise en œuvre du processus en Guinée et,
- l'identification des activités à réaliser avant la validation.

III- RESULTATS DE L'ATELIER

A l'issue de cet atelier, les principaux résultats attendus sont :

- l'état des lieux de la mise en œuvre de l'ITIE en Guinée par rapport aux exigences de la validation est réalisé ;
- une Feuille de route vers la validation est établie.

IV- HISTORIQUE ET AVANTAGES DE L'ITIE:

L'atelier, après la cérémonie d'ouverture, a démarré par une communication sur les thèmes relatifs à l'historique et les avantages de l'ITIE. Cette communication a permis aux participants d'avoir des informations pertinentes sur l'ITIE dans le monde :

- 35 Pays répartis entre l'Afrique, l'Asie, l'Europe, l'Amérique Latine et le Moyen Orient adhérent aujourd'hui à l'ITIE avec :
- 11 Pays conformes
- 50 entreprises parmi les plus importantes du secteur
- Des centaines d'organisations de la société civile (OSC)
- Plusieurs partenaires: Japon, Australie, Canada, France, Allemagne, Pays Bas, Norvège, Royaume Uni, Danemark, l'Union Européenne, la Banque Mondiale, la banque Africaine de Développement...

Il a été rappelé aux participants que le document sur les règles de l'ITIE a connu quelques modifications visant à améliorer le premier document. Les modifications apportées ne touchent pas au fondement des règles, mais elles apportent plus de clarifications et de compréhensions sur les dimensions suivantes :

1. Exigences (et non plus Indicateurs)
2. Groupe multipartite à la phase d'adhésion
3. Limite temporelle aux candidatures
4. Déclarations régulières et opportunes
5. Participation de la société civile
6. Définition de la matérialité
7. Rapports fondés sur des comptes audités conformément aux normes internationales

8. Exigences en matière de déclarations
9. Exigences pour les pays Conformes

Les avantages d'être pays membre de l'ITIE sont importants et variés ; être membre signifie que le pays :

- adhère à une norme internationale qui est reconnue et recherchée ;
- améliore la gestion du secteur minier ;
- améliore la gestion fiscale ;
- combat l'obscurité, la corruption et les conflits autour du secteur minier ;
- crée la confiance auprès des populations en :
 - attirant les bons investisseurs et en
 - améliorant la base pour les négociations de contrats.

Il est important de rappeler que ces avantages ne peuvent se matérialiser que s'il y a :

- un engagement politique ;
- un cadre institutionnel adéquat et pérenne, et
- des structures opérationnelles et efficaces.

V- ETAT DES LIEUX DE LA VALIDATION DE L'ITIE EN GUINEE

Pour apprécier le niveau de la mise en œuvre de l'ITIE en Guinée, un travail de groupe a été organisé sous forme de discussions assorties de débats constructifs. Les différentes exigences contenues dans le document intitulé *Règles de l'ITIE, édition 2011*, mis à la disposition des participants de l'atelier ont été parcourues et examinées par rapport au contexte Guinéen. Le résultat de ce brainstorming est présenté dans le tableau ci-dessous :

ETAT DES LIEUX DE LA VALIDATION ITIE GUINEE

N°	Exigences	Etat des lieux	Observations
1	Les 3 premières exigences	Réalisé	
2	Exigence N°4 Point C Point G	Réalisé mais à améliorer	Le Décret est en cours de finalisation
3	Exigence 5	Réalisé mais à actualiser	Approcher les partenaires
4	Exigence 6 Point C	Réalisé avec un retard prononcé pour la mise à disposition des documents	Nécessité de renforcer les capacités des membres de l'ITIE Guinée.
5	Exigence 7	A couvrir par la sensibilisation	
6	Exigence 8		Procéder à une analyse du cadre légal en vue de nouvelles propositions d'amélioration
7	Exigence 9	Réalisé avec des améliorations	Etablir une liste exhaustive des entreprises, saisir les flux financiers, établir des seuils et faire valider par le comité de pilotage
8	Exigence 10	Réalisé	-
9	Exigence 11	Réalisé avec des améliorations	-
10	Exigence 12 et 13	Réalisé avec des améliorations	Introduction de mécanismes qui peuvent établir les preuves de la véracité des chiffres avec en exemple le Ministère du contrôle financier
11	Exigence 14	Réalisé à vérifier et s'assurer	A assurer
12	Exigence 15	Non réalisé	A assurer

13	Exigence 16	Non réalisé	A assurer avec une Déclaration de satisfaction du CP
14	Exigence 17	Non réalisé	Assurer le traitement (analyse des écarts) ; améliorer les rapports
15	Exigence 18	Non réalisé	Publier entièrement le rapport et le rendre accessible de manière compréhensible en utilisant les meilleurs canaux de communication
16	Exigence 18 B	Non réalisé	Inclure dans les TDR du réconciliateur
17	Exigence 19	Non réalisé	Utiliser le formulaire destiné aux entreprises
18	Exigence 20	Non réalisé	Prendre des mesures pour utiliser les conclusions et les recommandations (pérennisation)
19	Exigence 21	Non réalisé	Publier les rapports régulièrement (pays conformes)

VI- FEUILLE DE ROUTE :

Sur la base du diagnostic établi avec l'état des lieux réalisé par les participants, il est apparu clairement à tout le monde la nécessité de démarrer au plus vite la mise en œuvre des activités prioritaires sur la base des quatre défis suivants :

- reprendre le processus avec la vitesse supérieure pour combler les gaps nés de la suspension du pays de décembre 2009 à mars 2011 ;
- respecter le délai relativement court par rapport à la nouvelle échéance du 29
- Février 2012 ;
- publier le rapport ITIE 2006 ;
- produire les rapports ITIE de 2007 à 2010
- mobiliser les ressources financières pour supporter les activités à réaliser.

Les participants de l'atelier ont identifié les activités suivantes à mettre en œuvre pour relever les défis. Ces activités sont présentées dans le tableau ci- dessous :

FEUILLE DE ROUTE POUR LA VALIDATION ITIE GUINEE

N°	Activités	Echéanciers	Responsables	Résultats attendus	Partenaires
1	Réunion du Comité de Pilotage (CP) pour finaliser le projet le Dcret	Mercredi 25 Mai 2011	Secrétaire exécutif	Projet de décret validé et transmis pour signature	Commission de travail
2	Actualiser le Règlement Intérieur (R.I.) du Comité de Pilotage	Même jour	Secrétariat exécutif	Le R.I. est mis à jour et validé	Secrétariat exécutif
3	Actualiser le Plan d'action avec des Indicateurs Objectivement Vérifiables et réaménager les sources de financement	idem	Secrétariat exécutif	Le Plan d'action est actualisé et adopté ; Le document de plaidoyer est préparé et adopté	
4	Faire un plaidoyer au près du Gouvernement pour le financement de l'élaboration des rapports ITIE	1 ^{ère} quinzaine de juin	Président du CP	Les fonds sont mis à disposition	
5	Assurer les délais de diffusion des documents	En continu	Secrétariat exécutif	Les documents sont disponibles à temps	
6	Organiser un atelier sur l'implication des acteurs non étatiques du secteur minier dans le processus ITIE	2 ^{ème} quinzaine de juin	GIZ et SE	La société civile adhère au processus	
7	Organiser des ateliers de Sensibilisation à l'intention des entreprises minières	Continu	Secrétariat exécutif	Les entreprises adhèrent à l'ITIE	

8	Elaborer une stratégie de communication ITIE	Juillet 2011	Commission Communication, Président du REJEG, OSC	Une stratégie de communication ITIE est disponible	GIZ
9	Analyser le cadre légal sur les obstacles de la mise en oeuvre de l'ITIE	Juin 2011	CP / FALCONE	Un rapport disponible assortit de recommandations	
10	Etablir la liste des entreprises avec nature des titres et coordonnées	20 mai 2011	Ab. SOUMAH	La liste des entreprises est disponible	
11	Rassembler tous les types de revenus	20 mai 2011	Ab. SOUMAH	La liste des différents revenus existants est disponible	
12	Définir la matérialité et le seuil	Fin Juin 2011	CP	Matérialité et seuil définit dans un Procès Verbal (PV) du C.P.	
13	Rencontrer un échantillon de sociétés représentatives pour comprendre leurs pratiques d'audit et la fiabilité des chiffres	Début juillet 2011	Mr TOURE (Commission d'audit)	Un rapport sur les pratiques est disponible pour une meilleure compréhension de leurs systèmes	
14	Débattre du problème de certification des chiffres de l'Etat	Juillet 2011	CP/Mr DRAME	Le PV de la réunion est disponible	
15	Identifier d'une Autorité de l'Etat pour attester la véracité des chiffres	Juillet 2011	Président du CP	Autorité identifiée et convaincue	

16	Discuter, approuver les mesures correctives (relance du Gouvernement sur la réforme de la Cour des Comptes	Juillet 2011	Secrétaire Exécutif/Président CP	Stratégie élaborée, approuvée par le C.P. et soumise à l'autorité	
17	Publier le rapport 2006	après approbation par le C.P.	Secrétaire Exécutif	Rapport publié selon le cas nevas de la stratégie de communication ITIE	
18	Publier les rapports de 2007 à 2010	après approbation par le C.P.		Rapport publié selon le cas nevas de la stratégie de communication ITIE	
19	Elaboration des TDR et des documents de passation de marché du Validateur	Début Juin 2011	Ab. SOUMAH	TDR finalisés et approuvés par le CP/Secrétariat International de l'ITIE. A.O. lancé	
20	Elaboration des TDR et des documents de passation de marché du Conciliateur pour les rapports 2007 à 2010	Début Juin 2011	Ab. SOUMAH	TDR et documents de passation de marché finalisés et approuvés par le CP/PTF A.O. lancé	

VII- CONCLUSION

Les travaux de l'atelier ont été clôturés avec cette feuille de route destinée à l'ensemble des acteurs du processus ITIE en Guinée.

Il ressort de ce tableau croisé avec les défis à lever que les acteurs doivent commencer immédiatement le travail pour réaliser les activités retenues. Il appartient au Secrétariat exécutif qui est l'instrument du comité de pilotage de se mettre à la tâche pour faire ce qui est possible de l'être sans attendre des concours extérieurs qui vont tarder à se mettre en place. La disponibilité du Gouvernement à s'impliquer et à appuyer doit être valorisée sans attendre des délais supplémentaires.

L'atelier a été clôturé à 17 h 30.